



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES POUR LE

MEXIQUE, L'AMÉRIQUE CENTRALE ET LES CARAÏBES

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE MEXICO

SE DE GUATEMALA, DE PANAMA, DE SAINT-DOMINGUE ET DE LA HAVANE

N° 3 mars – 9 mars 2023

En bref

Selon le rapport « Racines économiques de l'inégalité : exclusion et précarité de l'emploi des femmes au Mexique », le taux de chômage féminin est de 16 % en 2022, soit +4 pp par rapport au taux de chômage global. Au Mexique, plus de 21,5 millions de femmes sont exclues du marché du travail, soit parce qu'elles sont sans emploi, mais disponibles pour travailler, soit parce qu'elles consacrent tout leur temps aux soins non rémunérés et au travail domestique. Le Mexique a l'un des taux les plus bas de participation des femmes au marché du travail, occupant la 145^e place sur une liste de 179 pays, se situant en dessous des pays de la région tels que le Salvador, le Panama, le Brésil ou encore la République dominicaine. En 2022, les femmes représentaient 60 % du chômage total dans le pays, alors qu'elles représentent 40 % de la participation économique. Enfin, plus de 25 % des femmes occupant un emploi rémunéré, travaillent dans des conditions critiques.

LE CHIFFRE À
RETENIR

16 %

Taux de chômage féminin au
Mexique

Zoom sur

Au Guatemala, l'inflation a atteint son plus haut niveau depuis 2008, à 9,92 % à la fin février 2023, portée par la hausse des prix alimentaires et des combustibles. L'inflation s'accélère aussi au Honduras et atteint 9,8 % mais marque le pas au Salvador pour le 6^{ème} mois consécutif, à 6,82 % fin février.

TAUX D'INFLATION INTERANNUEL

	Février 2022	Janvier 2023	Février 2023
EL SALVADOR	6,67%	7,03%	6,82%
GUATEMALA	2,98%	9,69%	9,92%
HONDURAS	6,18%	8,93%	9,8%

Mexique

1. ECONOMIE

Selon les chiffres de l'Institut national de la statistique et de la géographie (INEGI), l'inflation a ralenti en février pour atteindre **7,62 % g.a** (contre **7,91 % g.a** en janvier). Malgré le ralentissement de l'inflation, celle-ci cumule 24 mois en dehors de la fourchette cible de la Banque centrale (3 % +/- 1 pp). En glissement mensuel, l'indice national des prix à la consommation a augmenté de 0,56 %. Quant à l'inflation sous-jacente, qui exclut de son calcul les biens et services dont les prix sont les plus volatils, celle-ci enregistre un taux de 8,29 % g.a (-0,16 pp par rapport au taux de janvier 2023). Sur une base mensuelle, l'indice a augmenté de 0,61 %, soit la hausse la plus modérée des 3 derniers mois. L'analyse des données montre que les pressions sur les prix persistent dans les services, qui ont augmenté de 0,56 % en février par rapport au mois précédent, ce qui représente leur plus forte hausse en 14 mois. Dans le même temps, les prix des marchandises ont augmenté de 0,65 %, leur plus faible augmentation en trois mois. La composante non essentielle a progressé de 0,40 % g.m et s'est établie à 5,56 % g.a en février, son niveau le plus bas en 24 mois. Enfin, les prix des produits agricoles ont baissé de 0,07 % g.m et ceux de l'énergie et des tarifs autorisés par le gouvernement ont augmenté de 0,80 % g.m.

Le peso mexicain (MXN) est la devise la plus appréciée au monde par rapport au dollar américain en 2023, progressant de 7,88 % depuis le début de l'année. En deux mois, le peso mexicain a enregistré deux importantes ruptures : le 11 janvier, en passant sous la barre des 19 MXN/USD et le 3 mars sous celle des 18 MXN/USD, soit son meilleur niveau depuis 2018. L'appréciation du peso mexicain est liée à des causes externes et internes, estiment les spécialistes : (i) la faiblesse du dollar par rapport aux principales devises, (ii) la bonne santé des finances mexicaines et (iii) l'afflux de transferts de fonds (+12,5 % g.a en janvier 2023), des exportations (+25,6 % g.a en janvier 2023) et des investissements directs étrangers. Cette

appréciation coïncide également avec l'annonce récente de l'investissement de Tesla à Monterrey (générant des perspectives d'une relance économique dans le pays et davantage d'IDE), ainsi qu'avec les indicateurs qui montrent un solide dynamisme économique mondial en ce début d'année, avec des données positives en Chine, la réduction de l'inflation dans la zone euro et le différentiel de taux d'intérêt entre le Mexique et les États-Unis (favorisant une plus grande entrée de dollar américain dans le pays).

Selon le Ministère des finances, l'économie mexicaine devrait enregistrer une croissance de +2,6 % pour 2023. Alors que fin 2022, le Ministère annonçait une croissance du PIB de 2 % pour 2023, les conditions économiques seraient plus favorables au T1 2023, notamment grâce à une hausse des investissements publics et privés, permettant ainsi la réévaluation à la hausse du chiffre. Le Ministre souligne que le pays connaît une augmentation de l'investissement fixe brut dans plusieurs régions et plusieurs secteurs, justifiant également la force du peso, le Mexique étant une destination attirant les investissements.

Selon l'enquête sur les attentes de Citibanamex, les économistes interrogés par la banque s'attendent à ce que l'inflation globale atteigne 5,30 %, contre 5,20 % lors de l'enquête précédente. Les économistes interrogés par la banque s'attendent à ce que la Banque centrale (Banxico) procède à un nouvel ajustement à la hausse du taux de référence à 11,25 % (soit +25 pdb) et que celui-ci clôture l'année 2023 à 11,50 % (contre 11,25 % attendu dans la précédente enquête). L'enquête révèle que les spécialistes prévoient un taux de croissance du PIB de 1,4 % (+0,3 pp par rapport à l'estimation précédente) pour 2023, avec des estimations allant de 0,7 % à 1,7 %. Pour 2024, les prévisions de croissance s'établissent désormais à 1,9 % (-0,1 pp par rapport à l'enquête précédente). Enfin, les attentes d'un peso plus fort se sont poursuivies. En effet, le consensus de l'enquête Citibanamex prévoit maintenant que le peso mexicain s'établisse à 19,47 MXN/USD d'ici la fin de l'année (ce qui est inférieur à l'estimation de l'enquête précédente de 19,77 MXN/USD).

Les marchés boursiers mexicains ont clôturé la journée de mardi sur de lourdes pertes, suite aux déclarations de Jerome Powell. Les indices ont chuté sous la pression des préoccupations du marché après la prise de parole du président de la Fed devant le Congrès américain. Celui-ci a déclaré que les taux devraient probablement augmenter plus que prévu pour maîtriser l'inflation. De fait, l'indice de référence S&P/BMV IPC de la Bourse mexicaine, qui mesure les actions les plus échangées sur le marché intérieur, a perdu 1,59 % à 53 068,73 unités. L'indice FTSE BIVA, de la Bolsa Institucional de Valores a également chuté de 1,57 % à 1104,30 points. Au sein du S&P/BMV IPC, 28 des 36 composants ont clôturé dans le rouge.

Selon l'INEGI, l'indice de confiance des consommateurs a progressé en février, mais à un rythme modéré de 0,5 unité. Avec cette augmentation de l'optimisme économique, l'indicateur s'est établi à 44,8 unités, soit son meilleur résultat en 15 mois. Sur les cinq éléments mesurés par l'Institut, quatre ont enregistré une hausse mensuelle. Des attentes pessimistes ont été observées concernant la "situation économique attendue des membres du ménage dans 12 mois, par rapport à la situation actuelle" qui a chuté pour la première fois en cinq mois (-0,9 unité en février), pour s'établir à 56,1. Cependant les ménages sont optimistes en ce qui concerne la baisse des prix au cours des 12 prochains mois.

Au cours du mois de février, le nombre de travailleurs formels a augmenté de 0,8 % g.m. Le nombre d'emplois créés au cours des deux premiers mois de cette année est de 287 573, dont 55,6 % sont des emplois permanents. Les secteurs économiques qui enregistrent la plus forte croissance annuelle en termes d'emplois sont (i) les transports et les communications (+5,7 %), (ii) la construction (+5,6 %) et (iii) les services aux entreprises (+4,4 %). Par État, Tabasco, Baja California Sur et Quintana Roo se distinguent avec des augmentations annuelles de plus de 8,5 %.

2. FINANCES PUBLIQUES

Dans un contexte de hausse des taux d'intérêts mondiaux, le gouvernement AMLO a enregistré une augmentation de 37,1 % g.a du service de la dette en janvier 2023. Les analystes ont souligné que le coût financier de la dette pourrait être plus élevé que prévu pour cette année, étant donné que le paquet économique 2023 prévoyait un taux d'intérêt de 8,50 % (actuellement à 11 %). Pour cette année, le gouvernement fédéral s'attend à ce que le coût financier de la dette enregistre une augmentation de 30 % par rapport à ce qui avait été approuvé pour 2022. Cela porterait le coût financier de la dette à 3,4 % du produit intérieur brut (PIB), soit son niveau le plus élevé depuis 1996.

Selon les chiffres du Ministère des finances, les dépenses d'investissement physique du gouvernement enregistrent une baisse de 36,1 % g.a en janvier 2022. Il s'agit de la plus forte baisse, pour un mois de janvier, de l'investissement physique dans l'énergie depuis 2020, première année de la pandémie de Covid-19, où les dépenses avaient diminué de 37,1 %. L'investissement physique dans l'électricité a connu la plus forte baisse, avec un taux négatif de 76,4 %, tandis que dans les hydrocarbures, la réduction a été de 31,7 %. L'investissement physique dans la santé enregistre également une baisse de 4,5 % g.a en janvier. À l'opposé, les investissements physiques dans les communications et les transports, ainsi que dans l'éducation, avec une croissance annuelle de 260 % g.a et 152 % g.a respectivement.

3. ENTREPRISES ET GRANDS CONTRATS

Petróleos Mexicanos (Pemex) réorganise ses procédures environnementales et de sécurité afin de s'assurer de pouvoir attirer des financements de la part de banques et d'investisseurs ayant des exigences environnementales, sociales et de gouvernance plus strictes. Les banques BBVA, HSBC et BNP Paribas font partie des conseillers extérieurs, aidant la compagnie pétrolière la plus endettée

du monde à élaborer un plan de long terme pour améliorer son bilan environnemental, social et de gouvernance. Sans ce plan, Pemex pourrait perdre des lignes de crédit auprès de banques telles que BNP Paribas, Crédit Agricole ou encore HSBC, les banques européennes ayant adoptées des normes plus strictes que leurs homologues américaines. La réputation de Pemex a été ternie par une série de mésaventures ces dernières années, notamment deux fuites massives de méthane, un accident mortel sur une plateforme offshore et une explosion de gaz dans le Golfe du Mexique. Entre-temps, un nombre croissant de banques et d'investisseurs exigent que les entreprises du monde entier réduisent leurs pratiques néfastes pour la planète. Pemex a reconnu dans son dernier plan d'affaires quinquennal être confrontée à des "contraintes" pour recevoir des financements ESG et devoir améliorer ses mesures en matière d'environnement et de sécurité.

4. Indicateurs Bourse, Change et Pétrole

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau le 09/03
Bourse (IPC)	-0,16%	+0,19%	53 388,66 points
Change MXN/USD	-0,72%	-13,83%	17,98
Change MXN/EUR	-1,25%	-18,25%	18,96
Prix du baril mexicain	-0,95%	-44,14%	67,61

Amérique centrale

1. GUATEMALA

Les exportations de services pourraient avoir atteint 3,76 Mds USD en 2022 selon les estimations de la Banque centrale, enregistrant dès lors une hausse de 30 % par rapport à 2021.

A fin septembre 2022, les exportations de services étaient principalement portées par les voyages, ayant généré 683,7 M USD d'entrées de devises, suivies par les exportations de services de conseil et de R&D (508,3 M USD) et celles des services de télécommunications et d'informatique (484,6 M USD). Les Etats-Unis, le Panama et le Nicaragua étaient les trois principaux destinataires de ces exportations. Selon l'agence nationale de promotion des exportations Agexport, le secteur des services représenté au Guatemala plus de 960.000 emplois directs.

En 2022, l'écart salarial entre les hommes et les femmes se creuse et atteint 25,7 %, contre 10,7 % en 2019. Selon l'Enquête nationale sur les emplois et les revenus de 2022, le revenu mensuel moyen des hommes et des femmes atteignait respectivement 403 et 300 USD, soit une différence salariale de 103 USD par mois, contre 35 USD en 2019. En outre, les femmes demeurent minoritaires dans l'activité économique du pays, ne représentant que 37 % de la population active, les ¾ d'entre elles travaillant dans le secteur informel. En outre, le rapport indique que les femmes dédiaient 21 % de leur temps aux tâches domestiques contre 3,9 % pour les hommes.

2. EL SAVADOR

En 2022, la collecte annuelle des fonds de pension a augmenté de 12 % mais leur rentabilité a diminué en raison des effets de l'inflation. En 2022, 1,67 Md USD ont été récoltés pour alimenter les deux fonds de pensions du pays, en hausse de 12 % par rapport à 2021, élevant le total des actifs des fonds de pension à 13,9 Mds USD. Le Fonds de pension conservateur détenait 95 % de ces actifs et le Fonds de pension spécial de retraite 5 %. Cette dynamique haussière est attribuable à la hausse du nombre de cotisants, qui s'élevaient à 840 856 à fin 2022 (+5,4 % par rapport à 2021). En revanche, le contexte inflationniste a diminué la rentabilité nominale du Fonds de pension conservateur, passant de 5,31 % à fin 2021 à 3,73 % à fin 2022.

Le Ministre de l'Économie a annoncé 140 M USD d'investissements dans le cadre de la nouvelle Stratégie Nationale de Facilitation du Commerce pour la période 2023-2027. Ces investissements seront dédiés aux projets facilitants le commerce, dont les projets d'infrastructures tels que la modernisation des postes frontières, des ports et des aéroports ou la rationalisation et digitalisation des procédures douanières et commerciales.

3. HONDURAS

La banque agricole BANDESA ouvre une ligne de financement de 97,2 M USD à destination des agriculteurs en prévision des prochains épisodes de sécheresse. Ces épisodes répétés de sécheresse sont associés au phénomène climatique et océanographique ENSO (El Niño-Oscillation australe) affectant la côte Pacifique de l'Amérique latine, engendrant des modifications importantes de pluviométrie et aggravant de facto les phénomènes de sécheresse et de salinisation des sols. Les fonds de cette ligne de financement seront destinés à des projets d'irrigation. Les producteurs localisés dans le corridor sec seront prioritaires, étant les plus touchés par la sécheresse. En fonction des précipitations, le premier cycle de production agricole devrait commencer aux mi-mai.

4. NICARAGUA

Le Parlement a autorisé un prêt de la Banque Centraméricaine d'Intégration Économique (BCIE) de 150,55 M USD pour un programme d'assainissement du lac de Managua. Ce prêt est issu d'un co-financement entre l'agence de coopération allemande, la KfW et la BCIE. 106,2 M USD seront apportés par la KfW mais opérés par la BCIE et 44,35 M USD seront issus directement de la BCIE. Les fonds seront destinés à l'entreprise publique Enacal et seront alloués au « Programa de Saneamiento del Lago de Managua en la Ribera Sur ».

Malgré les critiques de certaines ONG, la BCIE défend son intervention au Nicaragua et confirme son intérêt pour le financement du

port de Bluefields. Face aux critiques de certaines ONG contre l'intervention de la BCIE au Nicaragua face au non-respect des droits de l'Homme par le gouvernement, le président de l'institution financière, Dante Mossi, a justifié son intervention au Nicaragua en mettant en avant son exemplarité dans l'exécution des projets et la situation financière favorable du pays. L'institution a par ailleurs confirmé que le financement du projet de construction d'un port en eau profonde sur la côte caraïbéenne, à l'intérieur de la baie de Bluefields, est actuellement en discussion avec les autorités. Selon les études de faisabilité, ce projet aurait un coût de 594 M USD.

Le gouvernement a supprimé le statut juridique de la principale organisation patronale du pays, la COSEP, et de 18 autres chambres de commerce. La plupart des chambres de commerce sont concernées par la mesure, comme celles représentant les intérêts du secteur minier, électrique, de la construction, de la pêche, du café, de l'industrie ou encore du tourisme. Les principales institutions représentatives du secteur privé sont donc dissoutes par cette mesure, motivée par des supposés manquements à leurs obligations légales auprès de la Direction générale de l'enregistrement et du contrôle des organisations à but non lucratif.

5. PANAMA

Le Fonds d'épargne du Panama (FAP), fonds souverain de 1,2 Mds USD gérant les investissements de l'État panaméen, a été frappé en 2022 par les turbulences des marchés financiers et a affiché son pire résultat depuis sa création en 2012. L'instrument d'épargne a enregistré une perte de 128,8 M USD pour l'ensemble de l'année 2022, soit un rendement brut de -8,64 %, selon un récent rapport publié par l'entité. Le fonds panaméen a vu ses actifs réduire de 14 % entre le 31 décembre 2021 (1,4 Md USD) et le 31 décembre 2022 (1,2 Md USD).

En 2023, les zones franches ont déjà attiré 92,4 M USD d'investissements directs étrangers. La Commission nationale des zones franches a approuvé cinq nouvelles licences d'exploitation dans la zone franche de Panapark (plus grande zone franche privée du Panama, située à 6 kilomètres de l'aéroport de Tocumen), pour des entreprises venant du Brésil, du Chili, du Pérou, du Venezuela et de Suisse.

Le Ministère du Commerce et de l'Industrie (Mici) a annoncé qu'après 16 mois de négociations, le gouvernement et Minera Panama S.A. (filiale de l'entreprise canadienne First Quantum Minerals) sont parvenus à un accord sur le texte final du contrat, alors que l'exploitation de la mine de cuivre était menacée de cessation depuis fin décembre 2022. Les deux parties se sont accordées sur un versement annuel de 375 M USD en impôts et redevance, comme demandé par le gouvernement. Ce nouveau contrat d'une durée de 20 ans, renouvelable une fois permet de conserver l'activité de la mine ouverte en 2019 et qui représente 77 % des exportations du pays en 2022 et plus de 4 000 emplois directs (40 000 emplois indirects).

6. COSTA RICA

Le taux de chômage s'établit à 11,8 % fin janvier 2023 dans le nouveau rapport de l'enquête continue sur l'emploi publié par l'Institut national de la statistique et du recensement (INEC). Pour les hommes, le taux de chômage atteint 9,5 % alors que celui-ci est de 15,2 % pour les femmes.

Selon le ministère des Finances, les intérêts de la dette s'élèvent à 346 M USD pour janvier 2023, soit 0,4 % du PIB. Sur ce total, 89 % correspondent aux intérêts de la dette interne et 11 % aux intérêts de la dette externe. Les données de janvier de chaque année montrent que les intérêts de la dette ont fortement augmenté depuis 2018, où ils représentaient 135 M USD (0,2 % du PIB).

Le Président de la République Rodrigo Chaves a annoncé l'approbation d'un prêt de la BCIE de 450 M USD pour la construction de la « Ciudad Gobierno ». Ce complexe administratif « durable » situé dans la capitale accueillera 18 administrations du gouvernement central, des commerces et des espaces urbains. La BCIE sera propriétaire de la « Ciudad Gobierno » pendant 23 ans avant de rétrocéder ces biens à l'état costaricien. Des appels d'offres sur le génie civil, l'ingénierie et la construction seront lancés d'ici le T2 2023.

Caraïbes

1. CUBA

Un nouveau projet de loi pour favoriser les exportations des Etats-Unis vers Cuba. Ce lundi 6 mars, cinq sénateurs républicains et démocrates ont présenté au Sénat américain, un projet de loi visant à lever l'embargo commercial envers Cuba. Cette loi ne toucherait pas les restrictions basées sur les Droits de l'Homme et sur les réclamations patrimoniales envers le gouvernement cubain. Aujourd'hui, les restrictions commerciales empêchent les Etats-Unis d'exporter vers Cuba, un marché qui a généré 328,5 M USD en 2022 grâce aux ventes de produits agricoles et alimentaires. Selon la Commission de commerce internationale des Etats-Unis, si l'embargo commercial était levé, les exportations de blé, de riz et de soja pourraient augmenter de 166 % en 5 ans, représentant un total potentiel de 800 M USD.

De nouvelles connexions aériennes d'ici l'été 2023 avec Cuba. La compagnie équatorienne Ecuacondor proposera à partir du 12 juillet prochain, deux vols directs par semaine au départ de Quito vers La Havane. Avec une capacité de 50 passagers, cette nouvelle liaison vise à stimuler le tourisme équatorien vers la capitale cubaine mais également vers les pôles balnéaires de Varadero et Cayo Santa Maria. L'objectif des autorités cubaines serait de

recevoir 3,5 M de touristes cette année soit le double des visiteurs reçus en 2022. Aussi, le groupe espagnol Enjoy Travel a annoncé en début de semaine qu'une nouvelle connexion entre les villes de La Havane et de Barcelone serait mise en place à partir du mois de juin 2023.

2. REPUBLIQUE DOMINICAINE

Le déficit courant se creuse et atteint 6,3 Mds USD en 2022. Cela s'explique notamment par la hausse de la facture pétrolière (+ 45,8 % sur le prix du pétrole et ses dérivés par rapport à 2021) et l'augmentation des importations non pétrolières (+ 21,3 % g.a) encouragée par le dynamisme de la demande nationale. Toutefois, la hausse des recettes liées au tourisme (+ 2,7 Mds USD par rapport à 2021) et la croissance des exportations de biens (+ 10,5 % g.a, soit + 1,3 Md USD) a permis de compenser en partie l'augmentation du déficit courant. Le compte financier est également déficitaire avec un solde de -7,5 Mds USD. La Banque Centrale indique que la variation des montants nominaux des engagements extérieurs nets est supérieure à la variation des avoirs extérieurs nets. On note toutefois une importante croissance des investissements directs étrangers (+ 27,6 % g.a, à près de 4 Mds USD), en particulier dans les secteurs de l'énergie, des communications et du commerce.

L'inflation sous-jacente atteint 6,40 % g.a en février (contre 6,60 % g.a en janvier). La Banque Centrale de la République Dominicaine explique que le ralentissement de l'inflation s'explique principalement par la réponse favorable de la dynamique inflationniste au policy-mix mis en place (politique monétaire restrictive et mesures adoptées par le gouvernement (subventions sur les combustibles, appui au secteur agricole, gel du tarif de l'électricité ...)). A cela s'ajoute la baisse du prix des matières premières et des coûts de transport, notamment via containers, ainsi qu'une croissance moins soutenue depuis la

fin de l'année 2022 liée au ralentissement de la demande nationale. En outre, les prix des produits alimentaires et des boissons non alcoolisées enregistrent une baisse de 0,44 % g.a et celui des communications de 0,79 % g.a. A l'inverse, les prix du secteur des biens et services divers enregistrent une augmentation de + 0,80 % g.a, ceux des restaurants et hôtels, + 0,86 % g.a et enfin ceux du logement, + 0,30 % g.a.

3. JAMAÏQUE

Le Fonds Monétaire International (FMI) a approuvé deux programmes de financement pour un total de 1,7 Md USD : (i) le décaissement d'une Ligne de Précaution et de Liquidité (PLL) à hauteur de 968 M USD et (ii) 764 M USD pour la Facilité pour la Résilience et la Durabilité (RST). Selon le Conseil d'Administration du FMI, ces deux outils fourniront, pendant 24 mois, un soutien face à la hausse des prix des produits de base, au ralentissement de l'économie mondiale et aux conditions financières mondiales dégradées. Ils contribueront également à renforcer la résilience physique et budgétaire de la Jamaïque face au changement climatique.

4. TRINITE-ET-TOBAGO

Le gouverneur de la Banque Centrale, Dr Alvin Hilaire, a annoncé qu'après avoir décaissé 1,87 Md USD du Heritage and Stabilisation Fund (fonds souverain du pays) (29 % du montant total) depuis le T1 2020, deux dépôts ont été effectués au T3 et T4 2022 pour une valeur totale de 345,8 M USD. Le fonds mobilisé pour lutter contre les conséquences de la pandémie, est valorisé aujourd'hui à 76% de son total pré-pandémique. Le gouverneur de la Banque centrale a souligné que les finances publiques avaient été affectées par la baisse de l'activité commerciale et des revenus des particuliers, mais que les dépenses ont augmenté dans le cadre du financement du soutien aux personnes défavorisées, des installations et du personnel de santé, ainsi que des programmes de vaccination. Il a toutefois révélé que l'augmentation des recettes énergétiques aurait atténué l'effet de

ces facteurs sur le solde budgétaire et la dette publique.

5. BARBADE

Le 14 février 2023, le Conseil de l'Union Européenne a retiré la Barbade de la liste des pays et territoires non coopératifs à des fins fiscales.

L'aéroport international Grantley Adams (Barbade) a ouvert de nouveaux vols quotidiens entre la Barbade, la Dominique, Sainte-Lucie, la Martinique et la Guadeloupe, en partenariat avec les compagnies françaises Air Caraïbes et Corsair Airline. Selon Shelly Williams, la présidente du conseil d'administration de Barbados Tourism Marketing Inc, la vente de billets devrait augmenter de 133 % grâce à cette nouvelle coopération.

La Banque Africaine d'Import-Export (Afreximbank) a annoncé l'ouverture d'un bureau à la Barbade, suite au forum sur le commerce et l'investissement afro-caraïbe qui s'est tenu en septembre 2022. Afrximbank s'engage à hauteur de 1,5 Md USD pour renforcer le partenariat commercial avec les Caraïbes. Cet engagement de l'Afreximbank vise à renforcer les liens économiques et politiques entre le continent africain et la communauté caraïbéenne, notamment autour d'un développement conjoint des Fintech.

6. ANTIGUA-ET-BARBUDA

Le Premier Ministre Gaston Browne a présenté un budget de 1,8 Md USD pour l'année 2023, soit une augmentation de 12,5% par rapport au budget de l'année 2022. Le Premier ministre Browne a annoncé qu'à compter du 3 avril 2023, toutes les concessions seront considérablement réduites et l'exonération discrétionnaire des droits sur les importations sera plafonnée à 50%. Cette politique budgétaire est soutenue par une forte croissance de 8,5% du PIB en 2022 selon la Banque Centrale des Caraïbes Orientales. Selon le Premier ministre, l'état caribéen devrait voir son PIB croître de 9,4% en 2023.

7. BAHAMAS

Les Bahamas maintiennent leur score à 64 sur l'indice de la Perception de la Corruption de l'ONG Transparency International pour la deuxième année consécutive, après que son score se soit dégradé en 2020. Les Bahamas sont donc classés 30^{ème} sur 180, entre la Barbade (29^{ème}) et Israël (31^{ème}). Avec ce score, les Bahamas sont mieux classés que la majorité des pays des Caraïbes, excepté la Barbade.

8. SAINT-CHRISTOPHE-ET-NIEVES

Le FMI s'inquiète de la dépendance de l'économie de Saint-Christophe-et-Niévès au programme Citoyenneté par Investissement (CBI), source de recettes volatiles. Le CBI permet d'acquérir la nationalité d'un pays par l'investissement, sans condition de résidence. Le Premier ministre de Saint-Christophe-et-Niévès et ministre des Finances, M. Terrance Drew, a déclaré dans son discours sur le budget 2023 que son administration avait l'intention d'utiliser les recettes du CBI pour financer la diversification de l'économie.

9. SAINT-VINCENT-ET-LES-GRENADINES

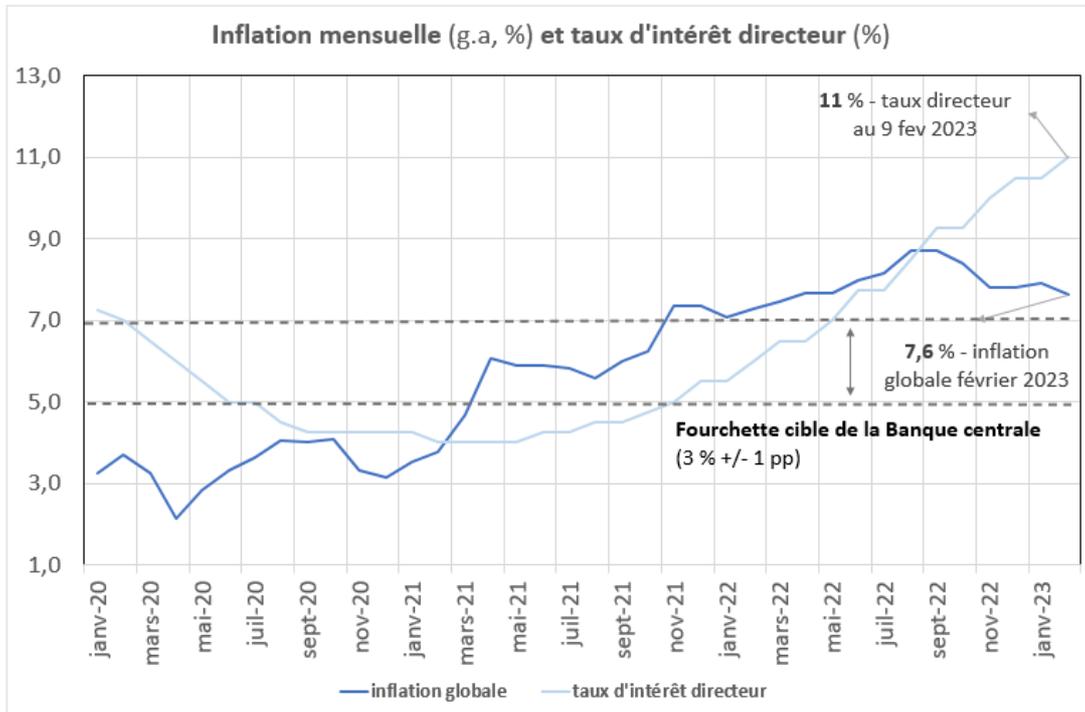
La Chambre de Commerce et d'Industrie de Saint-Vincent-et-les-Grenadines a signé un MOU avec l'Association Coréenne de Commerce International. L'Association Coréenne de Commerce International est l'organisation la plus représentative du secteur privé coréen à l'international, cet accord permettrait de renforcer des échanges commerciaux entre les deux pays.

Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone Mexique, Amérique centrale et Caraïbes

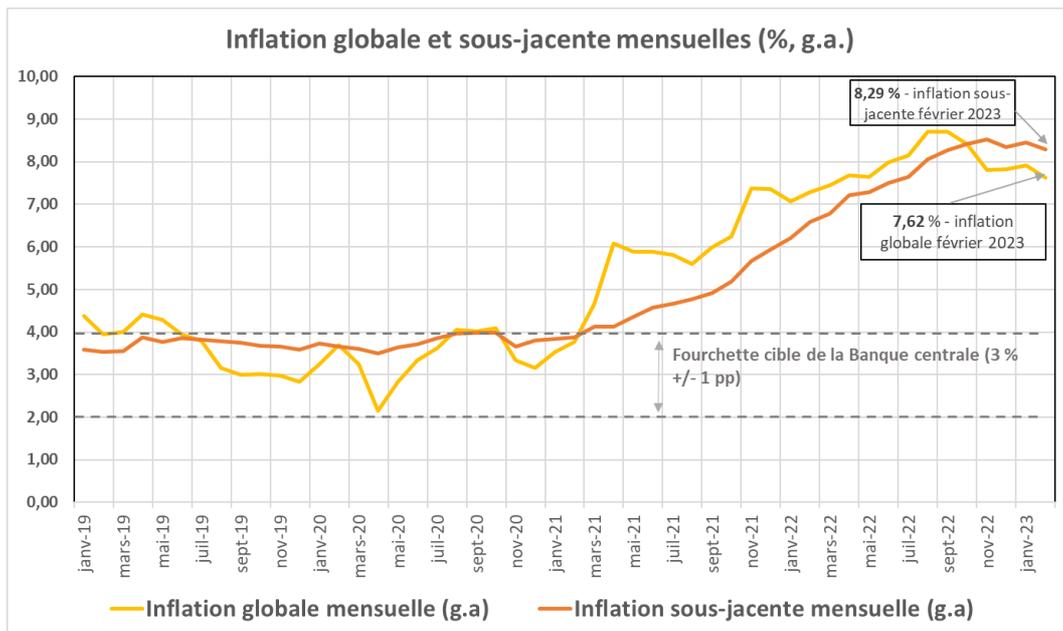
Pays	Population (millions d'hab., 2022)	Pib réel (Mds USD, 2022)	Croissance du PIB 2019	Croissance du PIB 2020	Croissance du PIB 2021	Prévision FMI 2022	Prévision FMI 2023	Dettes publiques (% PIB, 2022)	Inflation (e.o.p 2022, FMI)	Taux d'intérêt directeur
Mexique	130,118	1 424,5	- 0,2 %	- 8,1 %	+ 4,8 %	+ 2,1 %	+ 1,15 %	56,8 %	+ 8,5 %	11 %
Belize	0,44	2,676	+ 4,5 %	-13,7 %	+ 16,3 %	+ 3,5 %	+ 1,9 %	76,3 %	+ 8 %	2,25 %
Costa Rica	5,232	68,5	+ 2,42 %	- 4,05 %	+ 7,8 %	+ 3,81 %	+ 2,9 %	67,6 %	+ 9,5 %	9 %
Guatemala	18,713	91,32	+ 4 %	- 1,76 %	+ 7,98 %	+ 3,41 %	+ 3,2 %	30,1 %	+ 8,04 %	4,25 %
Honduras	10,294	30,6	+ 2,65 %	- 8,96 %	+ 12,5 %	+ 3,4 %	+ 3,54 %	47,6 %	+ 11 %	3 %
Nicaragua	6,612	15,7	- 3,78 %	- 1,8 %	+ 10,35 %	+ 4 %	+ 3 %	47 %	+ 10 %	5,5 %
El Salvador	6,551	31,9	+ 2,44 %	- 8,2 %	+ 10,3 %	+ 2,64 %	+ 1,7 %	82,6 %	+ 6 %	n/a
Haïti	12,065	20,2	- 1,68 %	- 3,34 %	- 1,80 %	-1,2 %	+ 0,5 %	23,1 %	+ 31,5 %	10 %
Jamaïque	2,743	16,1	+ 0,97 %	- 10,05 %	+ 4,6 %	+ 2,81 %	+ 3 %	86,2 %	+ 9,5 %	6,5 %
Panama	4,395	8	+ 2,98 %	- 17,95 %	+ 15,34 %	+ 7,52 %	+ 4 %	55,6 %	+ 4,4 %	n/a
République Dominicaine	10,632	112,4	+ 5,05 %	- 6,72 %	+ 12,26 %	+ 5,25 %	+ 4,5 %	58,3 %	+ 6,9 %	8,5 %
Cuba	11,2	22,7	- 0,2 %	- 10,9 %	+ 1,3 %	3,2 % (EIU)	n/a	168 % (EIU)	+ 300 %	n/a

Source: FMI, World Economic Outlook, Octobre 2022

-Annexe Graphique – Mexique –

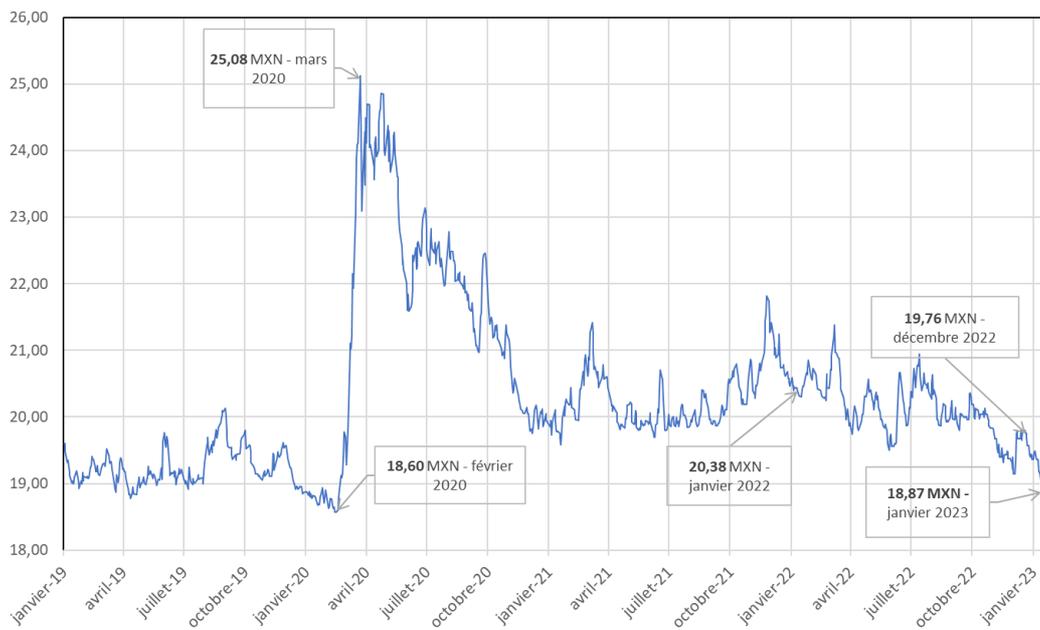


Source: Banque centrale du Mexique, Institut National de la Statistique et de la Géographie



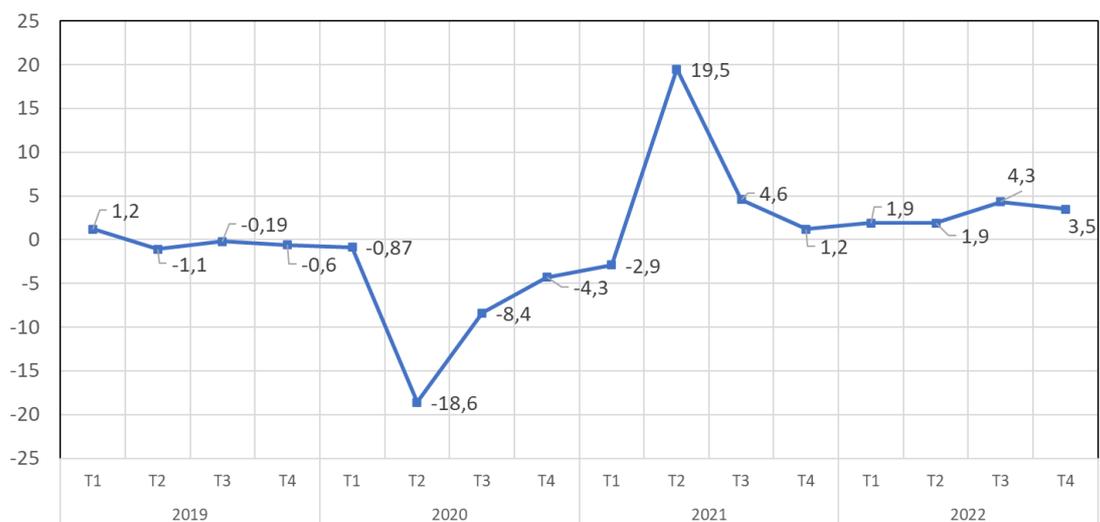
Source: Institut National de la Statistique et de la Géographie

Evolution du taux de change (MXN/USD)



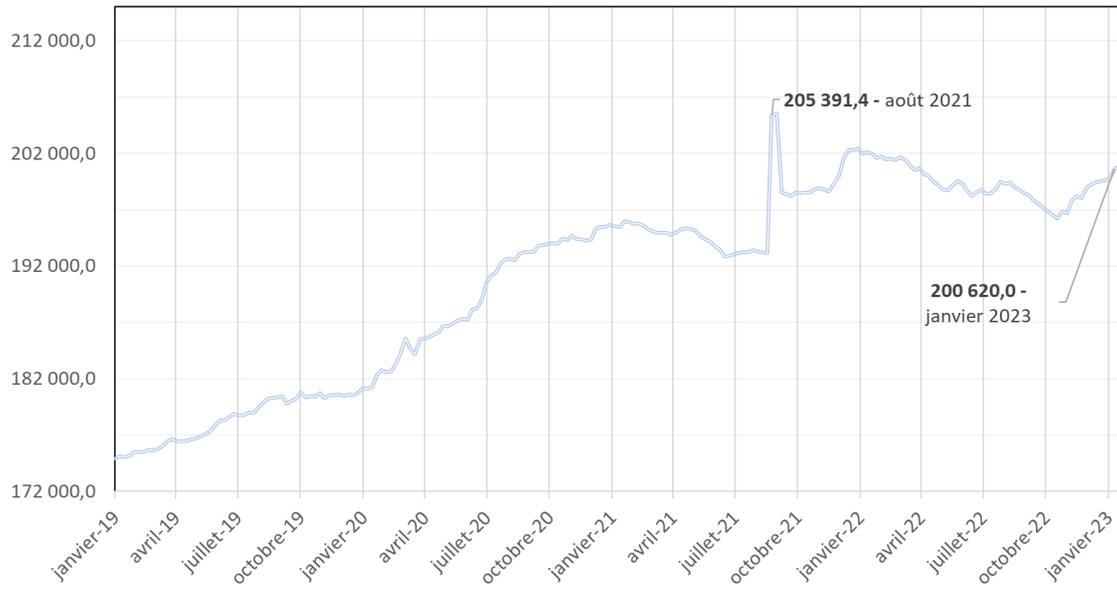
Source : Banque centrale du Mexique

Taux de croissance du PIB
 (% , glissement annuel)



Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie

Montant des réserves internationales (en M USD)



Source: Banque centrale du Mexique